

Revue AASSDN N°274 : Pour Alain Juillet, “Intégrité rime avec crédibilité et souveraineté”

Category: 2020-2030,Actualités,Revue Services Spéciaux (AASSDN)
7 avril 2026



En réfléchissant aux principes qui ont fondé la France, notre revue se penche aujourd'hui sur

l'intégrité. Selon le dictionnaire, c'est la qualité d'une personne intègre, incorruptible, dont la conduite et les actes sont irréprochables. Dans la pratique c'est une valeur qui se décline sur le plan moral ou physique, pour les personnes comme pour les États. Elle reste pour beaucoup un but à atteindre ou une référence plus ou moins éloignée alors qu'elle devrait être un impératif absolu qui requiert la cohérence entre les paroles et les actes. Il est vrai qu'elle est trop souvent malmenée par ceux qui devraient en être les propagandistes et les garants, le mauvais exemple venant souvent d'en haut.

L'intégrité territoriale est menacée dans des départements et territoires d'outre-mer par ceux qui sont prêts à les abandonner pour éviter d'avoir à les défendre. L'intégrité de l'information est de moins en moins respectée par des journalistes qui la biaisent en la publiant partialement et substituent l'émotion aux faits. L'intégrité du tissu industriel est remise en cause par le jeu des fusions acquisitions, qui voient des pans entiers de nos activités être transférés ailleurs par intérêt financier, en hypothéquant l'emploi et l'avenir. L'intégrité agricole qui permet d'assurer l'alimentation de nos concitoyens avec des produits respectant nos règles est mise en danger par l'ouverture à d'autres qui ne les respectent pas.

Toutes ces dérives viennent de l'oubli d'une valeur essentielle : l'intégrité morale dont ont fait preuve nos anciens pour tenir envers et contre tout par amour de la France. C'est cette intégrité, chère aux Merlinettes et à beaucoup d'autres, dont nous devons garder la mémoire. Il faut la promouvoir auprès des jeunes générations car elle donne la force de résister, de ne pas subir. Elle donne aussi la fierté de s'inscrire dans la lignée de tous ceux qui, au long de l'histoire, ont su défendre l'essentiel contre les pressions de tous ordres au péril de leur vie.

Notre congrès début juin à Granville sera l'occasion de rappeler ces valeurs et ces fondamentaux que nous mettons en exergue dans la revue. En plus des visites et conférences, vous y verrez le nouveau court métrage réalisé cette année sur Morlanne à l'occasion du 80e anniversaire de sa fondation du Service Action. Pour ceux qui resteront le week-end sur place, ce sera l'occasion d'aller voir le Mont St Michel dont l'archange nous a appris à terrasser le dragon des illusions et de l'argent facile.

Avec ce numéro, notre revue confirme sa nouvelle orientation. Le bulletin est devenu un magazine apprécié dont nous allons augmenter le tirage de 1 500 à 3 000 exemplaires pour répondre, au-delà de nos adhérents, aux demandes d'abonnement et pour le distribuer au niveau national dans les administrations et entreprises qui nous sont chères. J'espère qu'avec votre aide, la publicité que nous commençons à obtenir va augmenter sensiblement pour permettre l'autofinancement de notre belle publication.

Je ne peux conclure cet éditorial sans vous rappeler combien nous comptons sur vous cette année : au plan financier nous avons besoin de vos cotisations et des dons, qui bénéficient de la déduction fiscale, ainsi que d'abonnements à la revue; Au plan publicitaire, nous cherchons pour notre revue des partenaires pouvant être intéressés par des insertions ou des encarts.

N'hésitez pas à solliciter vos amis, vos relations, à en parler autour de vous. Souvenez-vous également que nous sommes toujours à la recherche de contributions et d'articles pour notre site, que je vous conseille de regarder régulièrement car il marche très fort. N'oubliez pas enfin que nous pouvons prendre vos archives et les garder dans le fonds dédié que nous avons ouvert aux archives nationales.

Profitez bien du temps qui passe et bonnes vacances pour ceux qui vont pouvoir en profiter.

Alain JUILLET

Président de l'AASSDN

Découvrez l'extract de la revue Services Spéciaux de l'AASSDN n°274 [en cliquant ICI](#).

Vous souhaitez acheter la revue n°274 traitant le thème de l'intégrité ? Rendez-vous directement dans la boutique de notre site [en cliquant ICI](#).

[Vidéo. Jeu de go : la géopolitique de la Chine.](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Alain Juillet,Asie Centrale,Géopolitique
7 avril 2026



Le jeu de go, né en Chine il y a plus de 3 000 ans, est bien plus qu'un simple jeu de stratégie : il reflète une philosophie, une façon de concevoir le monde et d'anticiper l'adversaire. Dans cette émission, OpenBoxTV explore comment ce jeu offre une grille de lecture saisissante de la stratégie géopolitique chinoise, à la lumière de la crise iranienne. Pour nous guider, Pierre Saillard, fidèle auditeur d'OpenBoxTV, partage son expertise et nous révèle ce que les pièces sur le goban nous disent des ambitions mondiales de Pékin.

Date de mise en ligne : Vendredi 03 avril 2026

Durée : 00:38:35

Compte YouTube : [Open Box TV](#)

Source photo bandeau : Open Box TV

Culture historique : “Réformer dans la continuité”

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Europe de l'Ouest,Géopolitique,Souveraineté
7 avril 2026



Conférence prononcée par le général d'armée aérienne François Mermet, ancien DGSE et président d'honneur de l'AASSDN.

*« L'Histoire, c'est ce qui reste quand on a tout oublié de la petitesse partisane »
(Histoire de France Valéry Giscard d'Estaing 1981)*

Dans le domaine de la défense, le septennat de Valéry Giscard d'Estaing aura été conforme à l'un de ses engagements de campagne électorale : « Réformer dans la continuité »

Indéniablement, le Président a hissé l'armée à un niveau de crédibilité attesté par des opérations extérieures audacieuses et par la modernisation de nos capacités de dissuasion.

Je m'attacherai dans un premier temps à rappeler le contexte et l'état de nos armées à cette époque puis je relaterai quelques opérations dont j'ai été le témoin avant de conclure par l'évocation du spectaculaire renforcement de nos capacités stratégiques conventionnelles et nucléaires.

De Gaulle était saint-cyrien, Giscard d'Estaing polytechnicien.

Tous deux diplômés de prestigieuses écoles militaires étaient des anciens combattants. VGE – on l’a oublié – s’était engagé volontaire dans la 1ère Armée. Il avait participé glorieusement aux campagnes de France et d’Allemagne. Il avait reçu la Croix de guerre.

Il faut mettre en avant cette singularité qui le distingue de la plupart des autres présidents de la Vème République.

Il m’a été rapporté que l’un de ses successeurs à l’Élysée – dont je tairais le nom – confondait les galons d’un adjudant-chef avec ceux d’un capitaine de vaisseau.

Rappelons que l’occupant de l’Élysée est d’abord, – j’allais dire avant tout – le chef des armées.

De ce point de vue, VGE fut incontestablement un très grand chef militaire dans la lignée de son illustre prédécesseur, le Général de Gaulle.

CONTEXTE A SON ARRIVEE

Lorsqu’il accède à l’Élysée en 1974, VGE est présenté par la presse comme le grand argentier de la France. Il est en effet l’un des artisans majeurs de son redressement et de sa prospérité car il a été successivement pendant douze ans secrétaire d’état puis ministre de l’Économie et des finances du Général de Gaulle. Il va d’ailleurs améliorer la bonne santé des français dont le pouvoir d’achat va augmenter de 7 à 10% durant son septennat, en dépit de la plus grave crise économique qu’ait connu le monde depuis cinquante ans ! Ça laisse rêveur !

Mais si en 1974 la France se porte bien, son armée va mal.

C’est une armée ternie, délaissée, ignorée, j’oserais dire méprisée par une partie de la population. La France n’est pas tout à fait remise de ses guerres d’Indochine et d’Algérie. Elle est encore ébranlée par le séisme sociétal de 1968...Hors cérémonies commémoratives, les officiers ne circulent plus dans la rue en uniforme. Plus grave : les soldats s’agitent dans les casernes.

Au lendemain de son élection, VGE va être confronté à une crise antimilitariste d’une ampleur inédite.

Déjà, quelques jours avant le second tour des élections présidentielles de mai 1974 une centaine d’appelés du contingent soutenus par les syndicats et des partis de gauche avaient publié une pétition.

Ce texte, abondamment diffusé par la presse sous le nom « Appel des 100 » formulait un ensemble de revendications matérielles et politiques : solde égale au SMIC, gratuité dans les transports, liberté syndicale, abolition des tribunaux militaires...

Au fil des semaines, le mouvement prend de l’ampleur dans de nombreuses casernes y compris au sein de nos forces stationnées en Allemagne. C’est du jamais vu ! On assiste même à des manifestations dans les rues de Draguignan et de Karlsruhe.

Bref, l’armée menaçait de faire sa révolution soixante-huitarde.

Voici rapportée par le Président dans son livre le Pouvoir et la Vie, la confiance que lui fit,

embarrassé, Helmut Schmidt « *Valéry, j'ai été ministre de la défense, j'ai connu la situation de vos forces en Allemagne Vos soldats sont de bons soldats. Leur situation matérielle n'est pas digne. Elle est même choquante pour la population allemande qui les entoure. Leurs casernements sont mal entretenus. Il est visible qu'ils n'ont pas d'argent. Ils utilisent de vieux matériels, hors d'usage.* »

REPONSES IMMEDIATES A LA CRISE

Face à cette contestation véhémente au cœur même de l'institution militaire, le Président appliquera la double stratégie de la concession et de la fermeté.

Le 31 janvier 1975 il nomme secrétaire d'État à la Défense le général Marcel Bigeard dont le charisme et l'aura auprès de ses officiers en Indochine et en Algérie sont connus.

Aussitôt, il fait le tour des casernes et procède à de profonds changements d'affectation assurant la promotion d'officiers au passé prestigieux.

Dans le même temps et grâce à l'obtention d'une enveloppe budgétaire supplémentaire, il accorde une augmentation de la solde, la gratuité dans les transports et ordonne une série de mesures destinées à désamorcer la colère des appelés par l'amélioration de leurs conditions de vie quotidienne.

Très tôt, le Président avait non seulement évalué les dangers de cette révolte, mais il en avait aussi compris les causes, notamment celle de la sclérose de l'institution. Giscard, l'ancien Brigadier, combattant engagé volontaire de la Libération avait très vite constaté que le mode d'encadrement des appelés n'avait pas évolué depuis 1945 !

À cette compréhension des revendications traduite par des concessions, le Président va parallèlement ordonner des mesures de fermeté pour endiguer la dissidence.

Il réactive la Cour de sûreté de l'État (27 novembre 1975) pour juger les soldats et les militants soupçonnés de « démoraliser l'armée ».

Il y aura des arrestations, des procès comme celui Draguignan en 1975 et l'inculpation de 53 militants en 1976.

L'affaire des comités de soldats est révélatrice de la méthode de Valéry Giscard d'Estaing : modernité, fermeté, pragmatisme, compétence.

LA MODERNISATION DE NOS ARMEES

Dès son entrée à l'Élysée il a sélectionné de grands généraux : Mery comme chef d'état-major des armées, Vanbremeersch à son état-major particulier, Saint-Cricq à l'armée de l'air et surtout Lagarde au commandement de l'armée de terre où est affectée la grande majorité du contingent parmi lesquels les trublions.

Ces généraux conduiront des réformes en profondeur qui rétabliront le lien de confiance entre l'armée et les appelés grâce à un nouveau style de commandement fondé sur l'initiative et la discipline librement consentie.

Par ailleurs les équipements de l'armée de terre sont modernisés. Un nouveau fusil le FAMAS, un nouveau blindé l'AMX10 RC, un nouvel obusier automoteur l'AUF1...

Le Président de la République va sur le terrain à la rencontre des militaires. J'en ai été témoin.

Ainsi, lors d'une visite le 30 octobre 1975, sur la base aérienne d'Orange dont j'avais alors le commandement, je lui expliquais que la dotation en carburant étant exprimée en valeur monétaire et non en besoins, elle était devenue insuffisante suite au choc pétrolier pour assurer pleinement l'entraînement des pilotes, mais aussi le roulement des véhicules et le chauffage de la base, que mon prédécesseur avait dû mettre en sommeil en décembre, sauf l'alerte Mirage IV et la police du ciel !

Comprenant immédiatement l'enjeu pour notre défense, le président ordonnait aussitôt (quoiqu'il en coûtât) un programme annuel minimum de 180 heures de vol pour les pilotes de chasse, 320 pour les pilotes de transport et 200 pour les hélicoptères, 100 jours de mer pour les marins, 100 jours de camp pour l'armée de terre.

Ces directives demeurent aujourd'hui encore, inscrites dans le marbre de toutes les lois de programmation militaire !

Mais l'action de VGE ne se limite pas alors à remettre de l'ordre dans les casernes et moderniser l'équipement des soldats. Il poursuit aussi avec détermination la politique de dissuasion nucléaire du général de Gaulle.

DEVELOPPEMENT DE LA DISSUASION NUCLEAIRE

N'en déplaise à certains de ses détracteurs qui clabaudaient sur « un président qui n'aimait pas la bombe ! », VGE s'est rapidement saisi du fait nucléaire.

Il déclare en juin 1976 à l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale: « *La nature de l'arme nucléaire est de creuser un écart entre les espérances de gain de l'agresseur et le risque des pertes que son agression lui fera subir. Cet écart fonde la dissuasion...il ne peut y avoir d'impasse ni de « tout ou rien »* (IHEDN en juin 1976)

Ces propos marquent la volonté de la France de peser en tant que troisième puissance nucléaire mondiale après les Etats-Unis et l'URSS. Le Président engage dans ce domaine une réflexion doctrinale et entreprend un effort de modernisation spectaculaire qui se traduit par des mesures concrètes.

Création d'un PC sous terrain à l'Élysée

La console Jupiter était une liaison vidéo protégée entre l'Élysée et le poste de commandement des Forces nucléaires à Taverny. Ce dispositif qui transmettait après authentification, l'ordre d'engagement nucléaire se trouvait alors dans un placard du bureau du Secrétaire général. Le test hebdomadaire avait lieu la plupart du temps en l'absence de ce dernier à l'heure du déjeuner !

La Président décida d'aménager dans un abri de défense passive du sous-sol de l'Élysée une salle des cartes pour suivre en temps réel les crises, organiser discrètement les réunions, tenir

des traditionnels conseils de défense et héberger la console Jupiter.

Modernisation et renforcement des capacités nucléaires

Premier Président à effectuer une plongée dans un sous-marin nucléaire lanceur d'engins : « le Terrible ». À cette occasion il confirmera la décision de lancement d'un sixième SNLE « l'Inflexible » équipé du nouveau missile M4 à têtes multiples.

Il fait procéder à un tir opérationnel d'une arme nucléaire tactique depuis un avion Jaguar au large de l'atoll de Mururoa.

Toutefois, soucieux de l'environnement, le président annonce en juin 1974 le remplacement des essais aériens par des expérimentations souterraines en Polynésie.

La même année, une série d'autres mesures de dissuasion sont prises dont je ne citerai que quelques exemples : modernisation du système sol-sol balistique terrestre sur le Plateau d'Albion, lancement du missile nucléaire Air-Sol Moyenne Portée sur les Mirage IV puis les Mirage 2000 et les Super-Etendard.

Pour la première fois, des Pluton accompagnent la parade du 14 juillet 1975 qui pour la circonstance défile avenue de Vincennes.

Enfin, à l'imitation du système américain TACAMO destiné à garantir la transmission de l'ordre de riposte nucléaire, il lance l'étude du système ASTARTÉ permettant de joindre les forces stratégiques françaises y compris les SNLE en plongée même après une première frappe dite de décapitation. Quatre exemplaires des nouveaux Transall sont modifiés à cet effet.

Enfin pour convaincre davantage de la capacité de l'armée française à se défendre face à l'Union Soviétique il est procédé à une

Manœuvre nucléaire en vraie grandeur (1980)

Il existait déjà de nombreux exercices périodiques, mais aucun n'avait jusqu'alors eu lieu pour tester la flexibilité et les limites de la « gesticulation » nucléaire et pour éclairer le débat concernant une sanctuarisation élargie.

Cette diplomatie de la dissuasion nucléaire ne détourne pas le Président de sa mission de protecteur de l'Afrique. Il y ordonnera trois interventions militaires audacieuses.

LES INTERVENTIONS EN AFRIQUE

1977 : Sahara occidental (opération Lamantin)

Après l'évacuation du Sahara occidental par l'Espagne et son occupation par le Maroc au nord et par la Mauritanie au sud, le Polisario, soutenu par l'Algérie, revendique ce territoire.

Il s'attaque au train mauritanien, son poumon économique, qui transporte sur plus de 700 km le minerai de fer de Zouérate jusqu'au port de Nouadhibou.

En mai 1977 à Zouérate, deux Français sont tués et six sont enlevés par le Polisario qui refuse

de les libérer. En octobre, après le rapt de deux nouveaux civils français et de 18 Mauritaniens, le Président de la République décide d'intervenir.

Le général Michel Forget, commandant en second la Force Aérienne Tactique et la 1ère Région Aérienne, se voit confier la mission d'organiser, à partir de Dakar, un dispositif aérien spectaculaire : une dizaine de Jaguar d'attaque, deux avions 2 C135F pour le ravitaillement en vol, 5 Breguet Atlantic pour la reconnaissance et le suivi des colonnes du Polisario et quelques Transall dont un faisant office de PC volant. Soit une vingtaine d'appareils au total.

C'est le plus important dispositif de projection de nos forces aériennes depuis la fin de la guerre d'Algérie !

Le président fixe un cadre d'engagement très strict et se réserve de donner lui-même l'autorisation d'ouverture du feu, ce qui, compte tenu de la faiblesse de nos moyens de communications de l'époque, se révélera acrobatique !

En décembre 1977, trois raids à plus de 1 200 kilomètres de Dakar avec les Jaguars, dont c'était le baptême du feu, détruisent les colonnes du Polisario. Le ministre sahraoui de la Défense confirme alors la libération des otages.

Puis, après deux nouvelles attaques en mai 78 où ses colonnes subissent le même traitement, il accepte un cessez-le-feu avec la Mauritanie. Le succès de nos armées est total.

Par ailleurs, l'appui aérien apportée au Maroc contre le Polisario par les livraisons d'armements terrestres AMX10 RC et aériens Mirage F1 se traduiront par une relation durable de grande confiance entre le roi du Maroc Hassan II et le Président Giscard d'Estaing.

1978 : Tchad (opération Tacaud)

La guerre civile dure depuis 15 ans !

L'armée gouvernementale s'est effondrée face à l'invasion des rebelles du Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT) soutenus par la Libye qui a annexé la bande d'Aouzou depuis 1973. Faya-Largeau constitue le dernier rempart de la capitale N'Djamena où des combats ont déjà éclaté.

Le général Malloum qui avait demandé en octobre 1975 le retrait des forces françaises crie au secours, appuyé par les chefs d'Etat de l'Afrique de l'Ouest. Notre état-major est réticent et demande une réunion d'urgence à laquelle assiste le ministre de la défense pour envisager une évacuation. Un général inconnu du Président présente une situation alarmante qu'il noircit à l'évidence et s'attire cette remarque cinglante : « *Général, pouvez-vous m'expliquer comment ces Toubous, dont on me disait récemment qu'ils faisaient la guerre pieds nus, se sont transformés en quelques mois en une Afrika Korps ?* ».

Pour le Président il est en effet hors de question de fuir devant les Libyens et les Toubous et il ordonne la frappe de la colonne libyenne par les Jaguar et le déploiement des marsouins de la 9ème Brigade d'infanterie de Marine et de la 11^{ème} Division parachutiste notamment pour protéger nos ressortissants dans la capitale.

La situation est rétablie dans tout le pays au cours de violents combats ; dix-huit de nos militaires perdront la vie et deux avions seront abattus par des missiles sol/air soviétiques.

Il sera alors décidé une plus grande professionnalisation de nos armées.

Après avoir quitté à nouveau le Tchad en mai 1980, le général Méry, chef d'état-major des armées relativisera notre évacuation : *ça s'est finalement bien passé et j'espère que nous n'y retournerons pas de sitôt ! ...*

Pourtant, quelques années plus tard, accédant à l'appel d'Hissène Habré devenu président du Tchad, le président Mitterrand fera revenir les parachutistes français !

1978 : Zaïre, Kolwezi (opération Bonite)

De permanence à l'Élysée en ce dimanche de Pentecôte du 14 mai 1978, je reçois un appel de notre ambassadeur à Kinshasa M. Ross et de l'attaché de défense le colonel Gras. Ils me demandent d'informer le Président qu'à Kolwezi 3 000 Européens sont sur le point d'être pris en otages et massacrés par des rebelles venus d'Angola.

Ils suggèrent d'envoyer le plus rapidement possible deux compagnies parachutistes.

Le Président est à Authon, le général Méry, chef d'état-major des armées n'est pas à Paris, le général Vanbremersch, chef d'état-major particulier dont je suis l'adjoint est également éloigné de la capitale.

C'est le général Michel Delaval, aviateur et major général des armées qui lance la mobilisation. Le 2ème régiment étranger parachutiste en Corse rappelle ses permissionnaires, les cinq DC 8 de l'armée de l'air sont mis en alerte. Par la suite, les américains mettront à notre disposition des avions gros porteurs C141 et C5A pour le transport d'équipements lourds et volumineux.

Le président du Zaïre M. Mobutu appelle directement le Président pour lui demander une aide militaire d'urgence.

À Paris et à Bruxelles nos diplomates ne sont pas favorables à une intervention non conjointe avec la Belgique. Il faut dire que l'ancienne puissance coloniale compte alors 40.000 ressortissants au Zaïre !

Pourtant, l'année précédente, une tentative d'invasion de cette province du Shaba avait été mise en échec grâce à l'intervention des soldats marocains transportés par des Transall français.

Cette nouvelle attaque de plus grande ampleur sur la région de Kolwezi a été lancée par des rebelles katangais, réfugiés en Angola et encadrés par des officiers cubains. Elle est dirigée par un colonel de la RDA (Allemagne de l'est), avec le soutien de l'URSS.

Nos préparatifs se heurtent à une violente opposition du ministre belge des affaires étrangères. Ses collègues socialistes au Parlement font appel à leurs camarades français pour faire pression sur l'Élysée.

Sans en tenir compte, le mercredi 17 mai, le Président réclame un plan d'intervention et

le lendemain dans la salle souterraine de l'Élysée, le général Méry présente le seul scénario envisageable compte tenu de l'éloignement et des délais.

Il s'agit d'une opération aéroportée avec largage de parachutistes. Les risques sont grands car les commandos se retrouveront seuls sur le terrain, sans appui aérien et sans aucune possibilité de recevoir des renforts ni d'être récupérés.

Dans le même temps, nos moyens nucléaires sont placés en alerte renforcée et un message de fermeté est passé aux Soviétiques pour les informer que l'époque de Suez et de l'intimidation est révolue.

L'avertissement est semble-il bien reçu car – par pure coïncidence sans doute – lors de la séance des questions au gouvernement, le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale s'abstient d'intervenir, laissant aux socialistes le soin de fustiger M. Bourges, ministre de la Défense.

Ignorant les embrouillaminis franco-belges, les controverses diplomatiques, politiques et même militaires, le Président Giscard d'Estaing – qui reçoit en visite d'Etat le président Léopold Senghor – est informé du début des massacres et décide de faire sauter les légionnaires du 2ème REP sur Kolwezi.

Nos troupes, après une escale à Kinshasa, embarquent immédiatement et en surnombre dans un dispositif aérien réduit à 4 C130 Hercules zairois et un Transall français leader.

Par surprise, avec un jour d'avance sur l'atterrissage annoncé des forces belges sur l'aéroport, nos 500 parachutistes sautent directement sur la ville à très basse altitude le vendredi 19 mai à 15h30.

Une deuxième vague de 250 légionnaires sautera le lendemain.

Cette opération extrêmement audacieuse conduite à 7.000 km de Paris, est remarquablement exécutée. Cinq légionnaires seront tués et vingt seront blessés mais Kolwezi est libérée.

Lamentin, Tacaud et Bonite furent des opérations audacieuses foudroyantes qui permirent le sauvetage de civils français et étrangers au Zaïre et en Mauritanie et le rétablissement de la souveraineté de ces deux pays.

La crédibilité de la France dans le monde, celle de l'autorité présidentielle et la démonstration de l'efficacité de nos armées s'en trouvèrent internationalement confortées.

ENSEIGNEMENTS ET MODERNISATION

Les retours d'expérience de ces trois opérations révélèrent toutefois nos insuffisances dans le transport aérien, dans nos moyens de communications à longue distance et dans le renseignement.

C'est pourquoi le président décida de relancer la chaîne de l'avion de transport Transall en 1977 avec 31 appareils de Nouvelle Génération dotés d'une avionique modernisée, de deux réservoirs supplémentaires et de la double capacité d'être ravitailleur et ravitaillé.

Le premier vol eut lieu en avril 1981, un mois avant la fin du septennat, et la livraison à l'armée de l'Air l'année suivante.

Quatre exemplaires de cette composante aérienne seront dédiés à la transmission de l'ordre de riposte nucléaire à nos SNLE en plongée et deux pour la guerre électronique.

C'est aussi à cette époque que furent lancées les premières études d'un avion de transport stratégique qui deviendra plus tard l'A 400M.

POLITIQUE AFRICAINE

Au plan diplomatique, ces actions menées dans le prolongement de la politique africaine du général de Gaulle permettront à Giscard d'Estaing de nouer des liens privilégiés avec Hassan II au Maroc, Bourguiba en Tunisie et Anouar el Sadat en Égypte.

Plus encore, la volonté manifeste de contrecarrer l'impérialisme soviétique en Afrique, dont l'opération de Kolwezi est un symbole, conféreront au Président Giscard d'Estaing une autorité considérable au sein de l'alliance Atlantique et dans le monde.

CONCLUSION

En politique et c'est un tort, l'économique prime sur tout. La défense en temps de paix semble être un domaine secondaire. Mais pour avoir la paix, il faut préparer la guerre. Il faut dissuader.

Valéry Giscard d'Estaing en chef des armées a modernisé avec une attention quotidienne, - j'en ai été le témoin direct - l'ensemble de nos capacités militaires. Celui que l'on qualifiait de « grand argentier » en raison de ses talents d'économiste, ne fut pas seulement un énarque avisé mais aussi un polytechnicien dont la préoccupation première a été celle de la défense de la France dans la paix. Évidemment, on ne peut s'empêcher de transposer sa pensée dans le monde agité d'aujourd'hui. Pour ma part, je me contenterai d'espérer que nos chefs puissent s'en inspirer.

Programmes d'armement lancés ou poursuivis pendant le septennat de VGE

- Lancement du Mirage 2000 en 1975
- Commande de l'obusier automoteur de 155 mm AUF1
- Premières discussions sur l'hélicoptère Tigre franco-allemand en 1975, lancé en 1989
- Commande en 1977 du véhicule blindé de reconnaissance AMX10 RC doté d'un canon de 105, livré en 1979
- Commande du Transall Nouvelle Génération en 1977, livré en 1981
- Lancement en 1977 du missile nucléaire Air Sol Moyenne Portée ASMP
- Commande du FAMAS en 1978, livré à partir de 1979
- Décision lors du Conseil de défense du 23 décembre 1980 de lancer les études de deux Porte-avion à propulsion nucléaire de 35.000 tonnes pour remplacer le Foch et le Clémenceau, qui sont modernisés et capables d'emporter des armes nucléaires tactiques.

Le projet d'un PA de nouvelle génération devra attendre 1986 et le lancement du seul Charles de Gaulle pour des raisons financières.

- Modernisation des VAB, AMX-30 B2, Mirage F1
- Poursuite du programme de satellites de communications militaires franco-allemand Symphonie
- Lancement du programme militaire de communications Syracuse début 1980

Source bandeau : AASSDN

[Retour sur “Les Journées du Royal Saint-Mart”](#)

Category: 1940-1942,Événements,Mémoire vivante
7 avril 2026



Les Journées du Royal Saint-Mart
25-26 octobre 2025

Les « Journées du Royal Saint-Mart » réunissent chaque année pendant un weekend d'automne les anciens des services spéciaux de la défense nationale à l'Hôtel Royal Saint-Mart à Chamalières dans le Puy de Dôme. Ce lieu historique est emblématique de la résistance des services de renseignement et de contre-espionnage durant la guerre.

Cet événement est strictement réservé aux anciens agents des services spéciaux de la défense nationale et à leurs invités.

Son objectif est de mettre en lumière des femmes et des hommes de l'ombre lorsque la prescription du temps et la discrétion d'usage permettent de révéler certaines circonstances demeurées secrètes.

Nous devons à notre Déléguée régionale Auvergne-Centre, membre de notre conseil d'administration Madame Monique Taillandier l'organisation irréprochable de cette édition

inaugurale des « Journées du Royal Saint-Mart 2025 »

Le colloque a été inauguré par une cérémonie devant la plaque en marbre noir scellée à l'entrée de l'Hôtel Royal Saint-Mart sur laquelle on peut lire ces mots gravés en lettres d'or :

« Du 1er aout 1940 au 8 novembre 1942, l'État-Major des services spéciaux de la défense Nationale sous le commandement du Général Louis Rivet, a dirigé de l'hôtel Royal Saint-Mart à Chamalières, l'action clandestine contre l'occupant et assuré les liaisons avec les armées alliées »

Encadrées par les drapeaux des anciens combattants et lecture faite des hommages à nos grands anciens, les autorités préfectorales et municipales et l'AASSND ont chacune déposé une gerbe de fleurs au pied du monument avant de se recueillir et d'entonner une vibrante Marseillaise sous la conduite de notre camarade la soprano Nathalie Nicaud.

Puis, dans la grande salle de l'établissement, le général François Mermet a tenu une conférence illustrée par la projection de photos d'époque sur le thème :

« Valéry Giscard et la défense nationale »

On a oublié l'action vigoureuse en faveur de la modernisation de nos armées du Président VGE qui est surtout resté connu comme le « grand argentier » de la France de cette époque. Il fallait réparer cette injustice.

Notre président d'honneur, qui fût entre 1977 et 1980 adjoint Air (chargé également du nucléaire et des exportations d'armement) de l'état-major particulier du président de la République a ponctué son intervention d'anecdotes méconnues et de révélations sur la politique de défense de VGE.

Outre l'évocation du renforcement de nos capacités nucléaires, le général Mermet a relaté les détails des audacieuses opérations extérieures de la France en Mauritanie, au Tchad et au Zaïre pour sauver nos otages, assurer la paix en Afrique et rendre crédible les engagements de la France dans le Monde (*le texte de l'intervention du général Mermet est publié sur le site de l'AASSDN*)

Monsieur Louis Giscard d'Estaing, maire de Chamalières, Président de la fondation Valéry Giscard d'Estaing, Président de l'Association des Villes Marraines des Forces Armée et ancien vice-Président de l'Assemblée National a ensuite pris la parole pour féliciter le Général Mermet, évoquer le souvenir de son père et ouvrir les débats avec la salle.

En troisième partie de cette journée, les participants au nombre d'une centaine, ont assisté à la projection du film *La Résistance au service de sa Majesté*. Ce court métrage, produit notamment par ARTE et LCP et diffusé par plusieurs chaînes de télévision anglo-saxonnes relate l'action du Service des Opérations Spéciales britanniques dont les 320 agentes et agents recrutés par le général Gubbins en 1940 ont conduit des opérations spectaculaires en Norvège, Belgique, Grèce, Yougoslavie, Danemark, mais également en France où les exploits de Lise de Baissac sont hélas oubliés. À l'issue de la projection, la réalisatrice Madame Cécile Coolen a présenté les circonstances de son tournage et répondu aux questions du public.

Un diner gastronomique convivial est venu clôturer le programme du samedi qui s'est prolongé par d'enrichissants échanges dans les salons de l'hôtel.

La matinée de dimanche a débuté par une messe à l'église de Châteaugay à quelques kilomètres de Chamalières.

Puis l'assistance s'est transportée au cimetière du village pour rendre hommage et incliner les drapeaux devant la tombe de Marcel Taillandier Compagnon de la Libération.

Sous un ciel pur et un soleil éclatant une autre cérémonie émouvante ponctuée de discours des autorités préfectorales et des élus locaux, de dépôts de gerbes et de chants, s'est tenue devant la stèle des six Compagnons de la Libération et des 727 Médaillés de la Résistance de Châteaugay. Tout comme les précédentes cérémonies, la voix de notre cantatrice a fait vibrer la Marseillaise.

L'assemblée s'est retrouvée ensuite dans les locaux municipaux autour d'un verre de l'amitié.

Dans l'après-midi, dans la grande salle de l'hôtel Royal Saint-Mart, Nathalie Nicaud nous a enchanté par son spectacle retraçant la vie de Joséphine Baker. Cette lumineuse représentation en chansons s'est prolongée par un débat et l'ouverture d'un bal improvisé entre notre président d'honneur et la cantatrice ! La soirée s'est poursuivie dans la bonne humeur.

L'Auvergne, terre de résistance sait accueillir ses amis. Nos hôtesse avaient mis les petits plats dans les grands. Le Royal Saint-Mart est une table réputée à laquelle les congressistes ont fait honneur.

Solennelles, instructives, conviviales et joyeuses sont les adjectifs qui résument ces deux trop courtes « Journées du Royal Saint-Mart »

Tous les participants ont prêté le serment de revenir l'an prochain les 17 et 18 octobre 2026.

Les Journées du Royal Saint-Mart
25-26 octobre 2025
RSM

Géopolitique: L'alliance sino-iranienne face au chaos mondial

Category: 2020-2030,Actualités,Géopolitique
7 avril 2026



Le 14 février 2023, le président iranien Raisi était reçu en grande pompe par Xi Jinping au Grand Palais du Peuple. La visite qui intervenait après le voyage de Président chinois en Arabie saoudite et sa rencontre avec les dirigeants du Golfe en décembre 2022, entendait réaffirmer la solidité du rapprochement stratégique opéré par Pékin avec l'Ayatollah Khamenei, le 23 janvier 2016.

Quant à Raisi, c'était son premier déplacement international depuis l'intensification des manifestations de septembre, 2022, contre la brutalité du régime, à la suite de la mort de Mahsa Amini. Déjà à l'époque, comme elles le font depuis 1979, les forces de sécurité avaient délibérément tiré à balles réelles sur la foule.

Après le développement du mouvement « Femme, Vie, Liberté », qui suivit la mort, dans un commissariat de la jeune femme kurde Mahsa Amin accusée de « port de vêtements illégaux », le régime avait accéléré le recours à la peine de mort, au point qu'au cours de 2023, le nombre d'exécutions capitales fut le plus élevé depuis 2015.

*

Alors que les relations entre Pékin et Téhéran se sont sérieusement resserrées depuis 10 ans, après la visite, le 23 janvier 2016 à Téhéran de Xi Jinping (lire : [Pékin face à l'embrasement du Moyen-Orient. Avec Moscou et Téhéran une coagulation anti-occidentale](#)) au Guide suprême Ali Khamenei, aujourd'hui victime des premières frappes américaines, Pékin a, avec la Russie été l'un des tous premiers pays à condamner l'attaque de Washington et d'Israël contre l'Iran des Mollahs.

Au moment où, après l'élimination de Khamenei, Vladimir Poutine présentait ses condoléances à la théocratie iranienne, ferment d'une vaste vague terroriste dans le monde depuis 1979, le Waijiaobu qui n'est pas allé aussi loin, déclarait néanmoins dans la foulée que le Guide suprême dont la responsabilité dans les massacres de milliers de manifestants en janvier 2026 est avérée, avait été assassiné [1].

Après un échange téléphonique avec le MAE russe Sergei Lavrov rapporté par Xinhua, Wang Yi, le ministre lui-même soulignait, que « *les frappes menées par les États-Unis et Israël - alors que Washington et Téhéran étaient en pleines négociations sur le programme nucléaire iranien [2] - étaient inacceptables et contraires au droit international.* ».

Il ajoutait que Pékin était « *profondément préoccupé par la propagation en cours des combats dans le golfe Persique qui risquait de plonger tout le Moyen-Orient dans un abîme dangereux* 危险的深渊 Weixian de shenyuan ».

Au passage, les accords de défense et de coopération signés, depuis 1995 et jusqu'en 2008, par Paris avec l'Arabie saoudite, le Koweït, Bahreïn, les Émirats, Djibouti, la Jordanie et l'Irak et, plus encore, la présence de la base française d'Abou Dabi, aux Émirats, à 250 km du détroit d'Ormuz place nolens volens la France au cœur du conflit en cours.

Rappelons que l'emprise française elle aussi touchée sans gravité par une frappe de drone le 1^{er} mars se trouve au milieu de la quinzaine de bases américaines, en Arabie Saoudite, au Koweït, à Bahrein (PC de la 5^e flotte de l'US Navy), au Qatar, en Irak et en Jordanie, toutes visées par les ripostes iraniennes.

La coagulation des intérêts communs entre Téhéran et Pékin qui date du « partenariat stratégique global » conclu en défiance à l'Amérique lors de la rencontre entre Xi Jinping et l'Ayatollah Khamenei le 23 janvier 2016, s'était précisée à un moment où Téhéran était de plus en plus isolé, frappé par les sanctions votées entre 2006 et 2010 par le Conseil de sécurité de l'ONU destinées à bloquer son programme nucléaire militaire [3].

Chine - Iran.

Après une coopération nucléaire proliférante, un rapprochement stratégique anti-américain

Le contexte impossible à ignorer quand on évoque la relation Chine - Iran, est que de 1996 à 2024 [4], l'AIEA n'a cessé ses mises en gardes contre les risques de prolifération nucléaire militaire en Iran sur les trois sites de Natanz, Fordo et Ispahan équipées de centrifugeuses dont la construction avait été soutenue par Pékin entre 1987 et 1997, par la fourniture de composants et les conseils de ses experts.

Dix ans avant la rencontre entre Xi Jinping et Khamenei, la Chine de Hu Jintao avait cependant atteint la lisière extrême de son agilité stratégique quand, montrée du doigt par l'AEIA, elle renonça à sa coopération nucléaire avec Téhéran et accepta à partir du 31 juillet 2006 - résolution n°1696 - de s'associer (ou de ne pas les bloquer) aux résolutions onusiennes après s'y être longtemps opposée par son veto.

Par la suite, 8 résolutions furent votées avec la Chine et la Russie par le Conseil de sécurité entre 2007 et 2015, année de l'accord global dit « *Joint Comprehensive Plan of Action - JCPOA* - ». Dénoncé par D. Trump en 2018 ce dernier stipulait que les sanctions progressivement levées entreraient à nouveau en vigueur si Téhéran ne se conformait pas à ses dispositions (entre autres : destruction du stock d'uranium enrichi, désactivation des 2/3 des centrifugeuses pendant une période de 13 ans, inspections de l'AEIA).

Trois ans après la visite de Xi Jinping à Téhéran, les Mollahs avaient, pour se donner une respiration internationale, rejoint l'initiative chinoise des Nouvelles Routes de la Soie en 2019.

En 2023, ils se sont associés à l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) créée conjointement par Moscou et Pékin avec les pays de leur glacis commun de l'ancienne Asie Centrale soviétique, aujourd'hui de plus en plus pilotée par la Chine et, un an plus tard, à l'organisation intergouvernementale des BRICS, dont la Chine est avec la Russie l'un des quatre membres fondateurs.

Avec, sous l'impulsion de Xi Jinping, un fond d'image stratégique de plus en plus anti occidental, la Chine est devenue le principal acheteur du pétrole iranien qu'elle obtient à un prix réduit, mais qui ne représente que 13,4% du total des importations chinoises dont la majorité vient d'abord de Russie et d'Arabie Saoudite, avec les autres fournisseurs secondaires que sont l'Iran, l'Irak, le sultanat d'Oman, l'Angola, les Émirats et le Brésil.

Pour autant en dépit de ses efforts de diversification et malgré l'accroissement de ses stocks stratégiques augmentés de près de 5% en 2025, c'est peu dire que la déstabilisation en cours de l'Iran inquiète la Chine. Selon Jodie Wen, chercheuse associée au Centre pour la sécurité et les stratégies internationales de l'Université Qinghua à Pékin, le conflit qui s'embrase aura un impact considérable sur la sécurité énergétique du pays.

L'irritant stratégique du détroit d'Ormuz.

Enfin, dans le contexte violent en cours où, à la rédaction de cette note, le 4 mars, l'Iran avait déjà riposté par des tirs de missiles contre les Émirats, le Qatar, l'Arabie Saoudite, le Koweït et Bahreïn qui abritent des bases américaines, Pékin surveille étroitement la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz que les Mollahs disent avoir fermé à la navigation dès le 3 mars par une déclaration menaçante d'Ebrahim Jabari, conseiller principal du commandant en chef des Gardiens de la révolution.

« Le détroit est fermé. Si quelqu'un tentait de le franchir, les héros des Gardiens de la révolution et de la marine régulière incendieraient ces navires ».

La décision, inacceptable pour Washington qui la voit comme un échec stratégique majeur, est intervenue alors que le transport maritime mondial avait déjà subi des perturbations liées aux attaques de drones et de missiles menées par les militants houthis du Yémen, soutenus par l'Iran qui ciblent des navires en mer Rouge et dans le golfe d'Aden depuis le début de la guerre à Gaza en 2023.

Pour Cyrille Poirier-Coutansais, directeur de recherche au Centre d'études stratégiques de la Marine nationale, le gel actuel du trafic de marchandises dans le détroit est *« sans précédent »*.

De fait le trafic maritime dans la zone subit déjà d'importantes perturbations. Depuis les frappes israéliennes et américaines contre l'Iran, le 28 février, les plus grandes compagnies maritimes mondiales, l'italo-suisse MSC, le danois Maersk, le français CMA CGM, l'allemand Hapag Lloyd et le chinois Cosco, ont ordonné à leurs navires de se mettre à l'abri.

S'il est exact qu'en Arabie saoudite, aux Émirats et en Irak, il existe des infrastructures de

contournement du détroit par des oléoducs, vers la mer Rouge, le golfe d'Oman et la Méditerranée, il n'en reste pas moins que le blocage d'Ormuz est un choc extrêmement grave pour la Chine dont au moins 40% des importations de pétrole passent par le détroit.

Alors qu'elle serait immédiatement confrontée à des pénuries, pas uniquement de pétrole, mais également de gaz GNL dont 30% de ses achats viennent du Qatar et des Émirats, tout indique que les appels au calme de Pékin répondent d'abord à ses intérêts directs immédiats, liés à ses vulnérabilités énergétiques.

En d'autres termes, s'il est exact que par ses déclarations condamnant Washington, Pékin apporte un soutien à Téhéran, il est probable que l'appareil chinois use dès à présent en coulisse de son influence sur les Mollahs. L'objectif est qu'ils ne ferment pas la navigation dans le détroit dont le blocage porterait d'ailleurs aussi un sérieux coup aux revenus iraniens de la vente du pétrole.

Un choix stratégique risqué.

Enfin, l'évolution de la situation au Moyen Orient aujourd'hui violemment enflammée et les circonstances des échéances politiques internes en Chine, conduisent à réduire la focale de l'analyse à une interrogation sur la pertinence des choix stratégiques de l'appareil.

Au total, seulement deux mois après l'opération de Washington contre Maduro dont les stratégies à la suite de Chavez avaient, sous le nez de Washington, rapproché Caracas de la Chine et de l'Iran, lui-même appuyé par ses proxys terroristes (lire : [La longue saga du rapprochement révolutionnaire entre Caracas, Pékin et Téhéran](#)) et au moment même où, à Pékin, s'est ouverte, le 5 mars, la réunion annuelle des deux assemblées, le Parti et Xi Jinping sont, en dépit de la propagande mettant en scène leur vertueuse infaillibilité, confrontés à des doutes.

Pour l'essentiel, ces derniers concernent une stratégie qui, au nom de la rivalité anti-occidentale, s'est, avec la Russie, rapprochée de régimes dont, quel que soit l'angle de vue, le bilan interne est terriblement contesté et avec qui la proximité est objectivement plus devenue un fardeau qu'un atout stratégique.

Alors qu'au Moyen Orient la situation est embrasée par le durcissement des Mollahs contre le peuple iranien et l'offensive de grande ampleur de l'aéronavale américaine qui vise au moins la destruction de la capacité de nuisance de la théocratie au pouvoir à Téhéran, il est aujourd'hui légitime de s'interroger sur la pertinence du partenariat stratégique noué il y a dix ans entre Khamenei et Xi Jinping.

Déjà en novembre 2023 et en février 2024, QC analysait que Xi Jinping abandonnant la prudence stratégique de Deng Xiaoping, avait clairement fait le choix de l'Iran et de la « rue arabe ». Lire : [A la croisée des chemins, Pékin fait le choix de « la rue arabe » contre l'Occident & La stratégie chinoise de « sécurité globale » face aux réalités de la guerre.](#)

Aujourd'hui, pour Pékin, le risque d'un porte-à-faux saute aux yeux.

40 ans après les aides chinoises au développement d'une arme nucléaire iranienne dont la perspective est toujours au cœur de la vigilance de Washington, le « *Grand Satan* » américain

attaque l'allié théocratique terroriste de la Chine, qui, lui-même, a réagi en lançant des missiles contre Israël et plusieurs pays de la région où les États-Unis ont des intérêts militaires (Arabie Saoudite, Qatar, Bahreïn, Irak, Jordanie, Koweït, Émirats arabes unis - EAU) - Oman).

Des lors qu'il n'est pas impossible que ces derniers se retournent eux-mêmes contre Téhéran, le choix stratégique de Pékin de pencher vers le régime des Mollahs et la rue arabe pourrait, surtout si, comme c'est probable, les Ayatollahs perdaient le pouvoir, s'avérer avoir été une fausse manœuvre de grande ampleur.

Pour l'instant, les jeux ne sont pas faits, mais les perspectives ne sont pas bonnes. Le 3 mars, selon les premières informations venues d'Arabie Saoudite où, à Ras Tanura, la plus grande raffinerie de Saudi Aramco touchée par une attaque de drone a été mise à l'arrêt, la réaction de Mohamed Ben Salman ne laissait pas présager une bienveillance des pays arabes de la région à l'égard de Téhéran.

Editorial de **François DANJOU**

[Question Chine](#)

05 mars 2026

Source image : Image créée par intelligence artificielle (IA)

Note(s) :

[1] Pour le contexte, rappelons que l'ONG Amnesty International fait depuis longtemps état « *du recours systématique des forces iraniennes de sécurité à une force illégale et meurtrière, ainsi qu'à des arrestations arbitraires pour étouffer les protestations* ».

Les documents de l'ONG mettent notamment en évidence un schéma bien établi de violences directes impitoyables lors des protestations publiques de décembre 2017-janvier 2018, novembre 2018 et novembre 2019, juillet 2021, mai 2022 et, lors du soulèvement « *Femme Vie Liberté* », suivant l'assassinat en septembre 2022 par la police des Mollahs de la jeune femme kurde de 22 ans, Mahsa Jîna Amini martyrisée dans un commissariat pour « *port de vêtements inappropriés* ».

[2] Selon plusieurs sources, Téhéran qui espère la levée des sanctions, aurait seulement accepté une surveillance complète par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et la réduction du niveau d'enrichissement de ses stocks d'uranium. Mais les Mollahs auraient refusé de céder aux exigences américaines de réduire leur arsenal balistique estimé à 2000 missiles, dont près de 1500 de portée moyenne capables d'atteindre Israël ou des bases américaines dans la région.

[3] Durant les années quatre-vingt-dix les crispations contre l'Iran gouverné par les Mollahs aidés par la Russie et la Chine se sont cristallisées autour de la construction d'une usine d'enrichissement à Ispahan à 350 km au sud de Téhéran et de la reprise par Pékin à la suite de Moscou de la construction de réacteurs nucléaires civils dans la zone de Bushehr, le tout faisant partie d'un accord de coopération nucléaire signé en 1990 longtemps resté secret et approfondi en 1992.

L'énergie nucléaire civile n'est certes pas illégale. Mais pour Henry Sokolski du Centre de

formation sur la politique de non-prolifération de Washington, [cité par le WSJ en avril 2016](#), les réacteurs civils « *peuvent être de gros producteurs de plutonium de qualité militaire* ».

Il ajoutait que « *la construction d'une petite usine de retraitement clandestine pour extraire le plutonium est en réalité plus facile que d'installer une usine de centrifugation comme celles déjà opérationnelles à Natanz et à Fordo.* »

Toujours selon le WSJ, le risque de prolifération de centrales civiles avait été avéré en octobre 2012, lorsque l'Iran retira de Bushehr, sans prévenir l'AIEA, des barres de combustible contenant jusqu'à 220 kilos de plutonium de qualité militaire, soit suffisamment pour 24 bombes nucléaires de type Nagasaki.

[4] En 2024, l'AIEA signalait encore que l'Iran continuait d'accroître son enrichissement d'uranium jusqu'à 60%, se rapprochant ainsi du niveau nécessaire à la fabrication d'armes nucléaires. Fin 2024, les stocks iraniens d'uranium enrichi à 60% avaient augmenté, ce qui a entraîné une montée des tensions et une résolution du Conseil des gouverneurs en novembre 2024, à la suite de laquelle l'Iran avait, par défi, annoncé l'extension de son programme d'enrichissement.

Sécurité : Agir militairement contre les cartels de la drogue et les gangs

Category: 2020-2030,Actualités,Amérique du Nord,Mafias et terrorisme
7 avril 2026



Trump encourage les dirigeants latino-américains à utiliser l'action militaire pour aider les États-Unis à combattre les cartels

(Extrait)

DORAL, Floride — Le président Donald Trump a déclaré samedi que les États-Unis et les pays d'Amérique latine s'unissaient pour combattre les cartels violents. Son administration cherche ainsi à démontrer son engagement à recentrer la politique étrangère américaine sur l'hémisphère occidental, même face aux crises majeures qui secouent le monde.

Réunis dans son club de golf près de Miami, Trump a exhorté les dirigeants régionaux à entreprendre une action militaire contre les cartels de la drogue et les gangs transnationaux qui, selon lui, constituent une « menace inacceptable » pour la sécurité nationale de l'hémisphère.

« *Le seul moyen de vaincre ces ennemis est de déployer la puissance de nos armées* », a déclaré Trump. « *Nous devons utiliser nos forces armées. Vous devez utiliser les vôtres.* »

Citant la coalition menée par les États-Unis qui a affronté le groupe État islamique au Moyen-Orient, le président républicain a déclaré : « *Nous devons maintenant faire de même pour éradiquer les cartels chez nous.* »

...

[Extrait de l'article publié sur *Defense News*](#)

par **Aamer MADHANI, Joshua GOODMAN et Alanna DURKIN RICHER**

Chroniqueurs à l'Associated Press
07 mars 2026

Source image : Image créée par intelligence artificielle (IA)

[Menace asymétrique : missiles hypersoniques et ravitaillement en vol](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Amérique du Nord,Maghreb - Moyen Orient
7 avril 2026



Les nouveaux [missiles hypersoniques](#) perturbent gravement à la fois les doctrines militaires formelles et la posture des forces navales. Confrontés à des armes capables de franchir tous les obstacles à des vitesses supérieures à Mach 5, les [porte-avions](#), autrefois symboles de la puissance américaine, doivent, pour survivre, garder leurs distances avec des territoires en guerre. Les avions ravitailleurs sont un point crucial pour la projection de la puissance navale vers le système de projection aérienne.

Leur utilisation est donc essentielle pour augmenter la portée des avions embarqués. Ils peuvent, par exemple, compléter le carburant nécessaire dans un environnement maritime où ils sont capables de mener des activités à longue distance sans base terrestre. Pour les

[groupes aéronavals](#), les avions ravitailleurs sont un facteur clé affectant les distances de déplacement des chasseurs, des avions de surveillance ou de guerre électronique.

Par conséquent, la doctrine d'utilisation militaire des porte-avions dépend fortement de la fiabilité et de l'efficacité des plateformes de ravitaillement nécessaires pour permettre aux États-Unis de maintenir leur [domination aérienne](#) et de manœuvrer autour des mers. La prolifération des missiles hypersoniques modifie fondamentalement les concepts militaires et la posture de la Marine.

Réalité stratégique

La réalité stratégique a été soulignée par les opérations menées par les États-Unis contre les rebelles [houthis](#) en 2025. Les forces américaines ne pouvaient pas frapper efficacement sans ravitailler leurs avions tout en gardant leurs porte-avions à une distance de sécurité. Ces opérations nécessitaient un réseau logistique aérien complexe avec les ravitailleurs comme pilier de l'équipage aérien. On a observé cette tendance lors du déploiement des troupes militaires américaines au [Moyen-Orient](#) en janvier 2026. Lorsque l'USS Abraham Lincoln puis l'USS Gerald R. Ford ont été positionnés dans la région, quatorze avions ravitailleurs de l'US Air Force ont été déployés à l'aéroport Ben Gourion en Israël, ce qui a permis une disponibilité accrue de la puissance aérienne américaine. Cette disposition a permis aux chasseurs de se lancer massivement sur le territoire iranien tout en protégeant les précieux porte-avions du danger.

Talons d'Achille bien connus

Mais cette dépendance aux avions ravitailleurs est une faiblesse que beaucoup des principaux adversaires connaissent trop bien. Les Russes et les Chinois ont constaté que frapper directement les porte-avions, couverts par des [défenses multicouches](#), était complexe. Une stratégie beaucoup plus efficace consisterait à neutraliser les avions ravitailleurs qui permettent aux chasseurs de voler loin de leur base flottante. La Chine et la Russie développent des missiles capables de frapper ces maillons faibles.

L'introduction de nouveaux missiles hypersoniques, en particulier des [véhicules planants hypersoniques \(HGV\)](#), entraîne une menace fondamentalement différente pour le ravitaillement en vol dans les opérations aéronavales. Par exemple, les HGV russes, capables d'être manœuvrés en volant à des altitudes entre 26 km (à Mach 5) et 43 km (à Mach 15), peuvent changer de cap et d'altitude pour contourner les systèmes actuels de défense antimissile.

« Frapper les ravitailleurs plutôt que les porte-avions : une stratégie asymétrique redoutablement efficace que Moscou et Pékin ont érigée en doctrine. »

Cette capacité à agir dans des régions atmosphériques intermédiaires — au-delà de la fenêtre maximale d'opération pour les défenses antimissiles exo-atmosphériques (au-dessus de 100 km) et endo-atmosphériques (quelques dizaines de km) — rend la détection et l'interception des HGV particulièrement difficiles. Les flottes aériennes de ravitaillement, du fait de leur nature et d'une trajectoire prévisible lors du ravitaillement, sont considérées comme des cibles particulièrement vulnérables.

Ainsi, l'impact sur la capacité des groupes aéronavals à défendre leurs avions ravitailleurs contre les hypersoniques est grandement diminué et pourrait avoir des implications pour la liberté de manœuvre et la profondeur sous contrôle des opérations aéronavales.

Une transformation doctrinale

C'est une évolution stratégique que les experts décrivent comme l'extension du [domaine de lutte en dessous du seuil nucléaire](#). Avec des armes qui leur permettent d'éliminer les forces de projection sans armes nucléaires, la [Chine](#) et la [Russie](#) remettent en question la domination conventionnelle américaine. Le missile hypersonique va au-delà de simplement servir de missile anti-navire : il est de plus en plus employé dans le but très asymétrique de décapiter la chaîne logistique aérienne, qui est une condition préalable à toute forme de [projection de puissance](#) moderne.

« Sans franchir le seuil nucléaire, les missiles hypersoniques suffisent désormais à paralyser la supériorité militaire conventionnelle de l'Occident. »

Confrontées à ces défis, les forces aéronavales occidentales doivent rechercher des adaptations doctrinales et technologiques. Cette augmentation de la vulnérabilité est cruciale à la fois pour la projection de puissance et l'efficacité opérationnelle des groupes aéronavals. Les stratégies russes ciblant ces plateformes, en particulier les derniers missiles hypersoniques capables de neutraliser rapidement des cibles de grande valeur, compromettent la capacité des forces occidentales à maintenir une présence aérienne à longue distance. Une telle évolution doit être repositionnée doctrinalement, que ce soit dans la planification opérationnelle ou dans le développement de contre-mesures techniques et organisationnelles.

S'adapter pour survivre

Ce sont des défis majeurs qui nécessitent que les forces aéronavales occidentales s'adaptent à de nouveaux systèmes, tels que la [dispersion des actifs de la flotte](#), l'amélioration des [systèmes autonomes](#), l'amélioration des capacités de détection, d'interception ainsi que la mise en place d'autres solutions en dehors du ravitaillement en vol traditionnel. L'objectif de toutes ces modifications est d'établir un minimum de [résilience opérationnelle](#) et de maintenir la légitimité de la dissuasion et de la projection de puissance, avec une capacité hypersonique moderne mise au défi.

[Frédéric ROSARD](#)

[Revue Conflits](#)

09 mars 2026

Source image : Image créée par intelligence artificielle (IA)

Guerre en Iran : Le grand ébranlement

Category: 2020-2030,Actualités,Amérique du Nord,Maghreb - Moyen Orient
7 avril 2026



« Il serait difficile de trouver en un tyran une amitié solide, parce qu'étant au-dessus de tous et n'ayant point de pair, il se trouve déjà au-delà des bornes de l'amitié. »

(La Boétie, Discours de la servitude volontaire, 1576).

« A Son Excellence le Président Donald Trump,

Une question directe : Qui vous a donné l'autorité de traîner notre région dans une guerre contre l'Iran ? Et sur quelle base avez-vous pris cette décision dangereuse ?

Avez-vous calculé les dommages collatéraux avant d'agir ? Ou bien ceux qui en subiront les premières conséquences seront les peuples du Golfe et du Moyen-Orient, pendant que vous restez à l'abri du danger ? » (1).

La lettre, datée du 5 mars et publiée sur son compte X (Twitter) en arabe, est celle d'un émirati, le milliardaire Khalaf Ahmad Al Habtoor, ancien diplomate, fondateur et président du groupe Al Habtoor, actif dans les secteurs de l'hôtellerie, de l'automobile, du leasing automobile, de l'immobilier, de l'éducation et de l'édition (2). Une personnalité influente, au-delà de la capitale (Abou Dhabi), de la ville de Dubaï et des sept émirats qui constituent les Etats Arabes Unis (Abou Dhabi, Ajman, Charjah, Doubaï, Fujairah, Ras el Khaïmah et Oumm al Qaiwain, 10 millions d'habitants). Voix écoutée dans la région, aussi, dans les Etats arabes du

Golfe persique (Koweït, l'Irak, Bahreïn, Oman, le Qatar, l'Arabie Séoudite) et jusqu'en Iran, avec lequel les liens commerciaux sont profonds et anciens.

On se parle, d'ailleurs, ces jours-ci entre voisins. Nous avons été témoins, le 4 mars, sur Al Jazeera (anglais), d'un dialogue entre un Séoudien, un Qatari et un Iranien – des personnalités. « *Vous n'êtes pas nos ennemis* », disait l'Iranien, « *nous bombardons les Américains qui nous ont attaqués* ». « *Nous devons regarder le futur* », répondait le Qatari devant un Séoudien plus inquiet. Le ton était très calme, l'inquiétude réelle.

Pourquoi cette inquiétude ?

Parce que les monarchies du Golfe se pensaient à l'abri derrière le parapluie des Américains qu'ils hébergent. « *Avez-vous calculé les dommages collatéraux avant d'agir ?* » interroge bien Khalaf Al Habtoor en s'adressant à Donald Trump.

Or, si l'on en croit par exemple le colonel Douglas Macgregor, longtemps proche de Donald Trump et bien informé, les Américains, qui pour lui, n'ont pas de stratégie, ont de surcroît besoin de s'occuper d'eux-mêmes. En effet, les dégâts sur les bases américaines de la région sont importants. « *Les Iraniens ont frappé 27 bases américaines jusqu'à présent (...) et je pense que nous n'avons encore que 500 intercepteurs de missiles en place sur le théâtre d'opération* ». Comment réapprovisionner les navires ? « *Comme je crois d'autres l'ont déjà souligné, il faut pratiquement sortir de la zone de combat pour se rendre soit à Diego Garcia, soit en Inde, soit, si l'on se trouve en Méditerranée, retourner en Europe pour se réapprovisionner* » (3).

Le problème américain n'est donc pas de protéger leurs alliés. L'a-t-il jamais été ? Mais la situation ne semble pas optimale.

Le *New York Times*, relayé, par le site américain consacré à Wall Street ZeroHedge (4), confirmait dès le 4 mars l'importance des dégâts : « *Les frappes iraniennes menées au cours du week-end et lundi ont endommagé des structures faisant partie ou situées à proximité de systèmes de communication et de radars sur au moins sept sites militaires américains à travers le Moyen-Orient, selon une analyse du New York Times basée sur des images satellites et des vidéos vérifiées (...). Les cibles visées semblent indiquer que l'Iran cherchait à perturber la capacité de communication et de coordination de l'armée américaine (...). Des frappes susceptibles d'affecter ces systèmes ont également eu lieu sur des installations militaires à Bahreïn, au Koweït, en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis* ».

Installations militaires oui, et pas seulement. Les villes sont touchées (ambassades américaines touchées et/ou fermées (Koweït, Arabie Séoudite, Jordanie...), sièges de la CIA bombardés (dont Dubaï), les installations pétrolières touchées et fermées (Arabie Séoudite, Qatar – second exportateur mondial de LNG, d'autres encore...). Sans compter les aéroports.

Ce qui amenait le ministre Qatari de l'énergie, Saad, al Khaabi, à confier au *Financial Times* ce 6 mars que le Golfe serait contraint de stopper ses exportations « *dans les jours qui viennent* » – et qu'il faudrait « *des semaines ou des mois* » pour que l'activité reprenne. Ajoutant : « *Nous ne connaissons pas encore l'étendue des dégâts, car ils sont actuellement en cours d'évaluation. La durée des réparations n'est pas encore connue* » (5). ZeroHedge relayait, le 5 mars (6), les propos tenus par un économiste spécialiste de l'énergie, Anas Alhajji, avec les

analystes du groupe bancaire international suisse UBS qui avertissait de la panique mondiale à venir - notamment si le détroit d'Ormuz reste fermé aux navires des pays « non-amis » de l'Iran.

Pourquoi ?

Parce que, en dehors même des Etats du Golfe, pour lesquels on imagine la catastrophe financière et le désarroi parce qu'ils se pensaient sous protection américaine, le monde entier est percuté par un conflit dont personne ne voit exactement ni la raison (le nucléaire ? Un changement de régime ? Quoi d'autre ?) - ni la fin. Certains, dit Anas Alhajji, seront plus touchés que d'autres (les Etats-Unis et la Russie gagnants, « *l'Europe, l'Inde et les Etats du Golfe perdant le plus* » pendant que « *la Chine est préparée à court terme* ». Mais, « *si la guerre dure plusieurs mois* », elle « *sera parmi les plus grands perdants* ». De plus, ajoute-t-il, en dehors même des problèmes logistiques de remise en route, et c'est pour nous essentiel, on constate un « **manque de coopération internationale (chaque pays jouant pour soi)** ».

Comment faire autrement ? Chacun a des intérêts différents !

Les Russes - qui regardent les dollars rentrer avec les barils exportés - voient Donald Trump dire aux Ukrainiens qu'il ne faut plus compter sur leurs systèmes antimissiles. Les Américains en ont un besoin urgent pour eux-mêmes (7). Donald Trump a aussi « autorisé » l'Inde (sic, voir l'infographie) à se fournir en Russie. Laquelle a prévenu les Européens qu'elle pourrait anticiper la décision européenne de ne plus se fournir en LNG chez elle en coupant leurs exportations. Où les Européens, dépendants du Qatar, vont-ils trouver leur gaz liquéfié ?

La Chine, avare en paroles, semble plus que jamais décidée à aider l'Iran - renseignement et probablement armement. Tout en serrant la vis aux indépendantistes à Taïwan. Question, les Américains pourraient-ils réagir en cas où ? C'est une question qu'on ne peut contourner à Taïwan quand on voit abandonnées à leur sort les Etats du Golfe... Question que peut se poser la belle Sanae Takaichi, première ministre japonaise qui a semblé tout miser dès après son élection sur la « protection américaine ». A l'instant : la rue proteste en Indonésie contre les liens avec les Etats-Unis.

L'Europe, grande perdante, comme le dit Anas Alhajji, hésite - en ordre dispersé, sur l'attitude à adopter. L'Espagne refuse la guerre (8) - et de prêter ses bases aux avions américains. La France prête les siennes - mais reconnaît que l'attaque américaine ne respecte pas le droit international. Tout en envoyant son porte-avions en Méditerranée et en promettant de respecter ses accords de défense avec certains pays du Golfe (9) dont les Emirats arabes unis (Abou Dhabi) - après avoir dit qu'elle n'était « *ni informée ni concernée* » par cette guerre. Donald Trump se dit d'autre part « déçu » par les Britanniques qu'il juge pas assez « coopératifs » au Moyen-Orient (10) - il faut dire que leur base de Chypre a été attaquée par un drone qu'ils n'ont pas détecté.

Chacun pour soi, en effet. Avec cette énorme remise en cause pendant que la guerre continue, cruelle pour les civils partout, incertaine quant à son issue - quelle issue et quand ? On ne sait pas. Si la « protection » américaine ne fonctionne plus, si l'Amérique « *parce qu'étant au-dessus de tous et n'ayant point de pair* » dessert et déstabilise sans la moindre réserve ses alliés, alors est venu le temps du doute. L'ébranlement, inévitable, va être considérable. La page de l'après 1945 comme de l'après 1991 s'est tournée.

Celle de l'empire américain ?

Hélène NOUAILLE

La lettre de Léosthène

<http://www.leosthene.com>

Source image : Image créée par intelligence artificielle (IA)

Cartes :

Les Emirats arabes unis

https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/jpg/emirats_arabes_unis_cle87ae75.jpg

Les bases américaines dans la région (source : Bloomberg)

<https://brunobertez.com/wp-content/uploads/2026/03/image-8.png?w=844>

Le Golfe persique

<https://www.diploweb.com/IMG/jpg/8-carte-tensions-golfe-persique-orcier-fmes-1200.jpg>

Infographie :

Autorisation américaine à l'Inde pour recevoir du pétrole russe

<https://cms.zerohedge.com/s3/files/inline-images/Russia%20sanctions%20exemption.jpg?itok=3GXD7aBe>

Notes :

(1) Lettre ouverte à Donald Trump en date du 5 mars 2026, publiée sur le compte X (Twitter) de Khalaf Ahmad Al Habtoor, traduction en français (avec original en arabe) par Bruno Bertez
<https://brunobertez.com/2026/03/05/le-milliardaire-emirati-khalaf-ahmad-al-habtoor-vient-de-publier-une-lettre-ouverte-a-trump-elle-est-critique-indignee-et-elle-fait-du-bruit/>

(2) Le groupe Al Habtoor (traduction Google en français)

https://www-habtoor-com.translate.goog/en/61/the-group/about-us/?_x_tr_sl=en&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=rq

(3) Judge Napolitano avec le colonel Macgregor, le 5 mars 2026, vidéo (voir à 5'18)

https://www.youtube.com/watch?v=v3v_awsA7bs

(4) ZeroHedge, le 4 mars 2026 avec MAJ le 5 mars, *Iran Signals 'Prolonged War' As US Strikes Go Deeper, Tanker Hit By "Large Explosion" Off Kuwait, Leaking Oil*

<https://www.zerohedge.com/geopolitical/hegseth-declares-winning-iran-while-us-comms-infracture-takes-severe-hits-tehran>

(5) *The Financial Times*, le 6 mars 2026, *Qatar warns war will force to stop energy exports 'within days'*

<https://www.ft.com/content/be122b17-e667-478d-be19-89d605e978ea>

(6) ZeroHedge, le 5 mars 2026, *Energy Expert Warns UBS Just How Many Weeks A Ormuz Shutdown Would Send Markets 'Out Of Control'*

<https://www.zerohedge.com/energy/energy-expert-warns-ubs-just-how-many-weeks-hormuz-shutdown-would-send-markets-out-control>

(7) TASS, le 4 mars 2026, *US could slow PAC-3 missile supplies to Ukraine due to Mideast conflict*

<https://tass.com/world/2096237>

(8) *Le Monde/AFP*, le 4 mars 2026, *Après les menaces de Donald Trump contre l'Espagne, l'UE et Emmanuel Macron expriment leur soutien au premier ministre, Pedro Sanchez*

https://www.lemonde.fr/international/article/2026/03/04/apres-les-menaces-de-donald-trump-contre-l-espagne-l-ue-et-emmanuel-macron-expriment-leur-soutien-au-premier-ministre-pedro-sanchez_6669527_3210.html

(9) France Info, le 4 mars 2026, Mathilde Bouquerel, *Guerre au Moyen-Orient : on vous explique les accords de défense passés par la France avec les pays du Golfe, évoqués par Emmanuel Macron*

https://www.franceinfo.fr/monde/iran/guerre-entre-les-etats-unis-israel-et-l-iran/guerre-au-moyen-orient-on-vous-explique-les-accords-de-defense-passes-par-la-france-avec-les-pays-du-golfe-evoques-par-emmanuel-macron_7845314.html

(10) BFMTV, le 3 mars 2026, François Blanchard avec AFP, *"Il aurait dû aider": Donald Trump se dit "déçu" par le Royaume-Uni, jugé pas assez "coopératif" au Moyen-Orient*

https://www.bfmtv.com/international/amerique-nord/etats-unis/donald-trump/il-aurait-du-aider-donald-trump-se-dit-decu-par-le-royaume-uni-juge-pas-assez-cooperatif-au-moyen-orient_AD-202603030483.html

Hommage parisien au major Arnaud Frion, mort pour la France en Irak

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Ouest

7 avril 2026



Le militaire de 42 ans a été touché alors qu'il se trouvait dans une base installée dans le Kurdistan irakien. AFP PHOTO / HANDOUT / ETAT MAJOR DES ARMEES

Cérémonie d'hommage national au major Arnaud Frion au 7^e bataillon de chasseurs alpins à Varcès

Madame Catherine Vautrin, ministre des Armées et des Anciens combattants, présidera le mardi 17 mars 2026, aux côtés du général d'armée Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de Terre, la cérémonie d'hommage national au major Arnaud Frion.

Les honneurs funèbres militaires lui seront rendus le mardi 17 avril 2026 à 11h00 au 7^e bataillon de chasseurs alpins à Varcès (Isère).

Le 12 mars 2026, le major Arnaud Frion est décédé en opérations suite à une attaque de drone qui a frappé la base kurde de Mala Qara, en Irak, dans laquelle plusieurs militaires français stationnaient dans le cadre de leur mission de formation des forces armées irakiennes.

Un hommage sera également rendu, à Paris, le mardi 17 avril 2026 à 12h00

Le mardi 17 mars 2026 à 12h00, le gouverneur militaire de Paris présidera un hommage au major Arnaud Frion, mort pour la France en Irak.

La **cérémonie, OUVERTE AU PUBLIC**, aura lieu **au monument aux Morts pour la France en opérations extérieures (Paris 15)**. Il s'agira de permettre aux parisiens et aux franciliens qui le souhaitent de rendre un dernier **hommage au major Arnaud Frion**, de marquer notre soutien à sa famille, à ses proches et à ses frères d'armes.

Modalités pratiques pour les Parisiens.

Horaires :

- **12h00** : Début de la cérémonie en hommage à l'adjudant-chef Frion, présidée par le GCA Mizon, Gouverneur militaire de Paris.
- Pour les porte-drapeaux mise en place terminée à **11h40**

Accès :

- 29 rue de la Montagne de la Fage - Jardin Eugénie Djendi - Parc André Citroën - 75015 Paris

Comment s'y rendre :

- **Lignes de bus 30, 42, 88, 169** : Leblanc-Delbarre,
- **Autre arrêt pour les lignes de bus 30 42 88** : Place Balard
- **Arrêt de métro 8** : Balard

Les stations de métro les plus proches sont Balard, Javel, Rue Leblanc, et Parc André Citroën, toutes à environ 580 mètres de distance.

Ministère des Armées
Cabinet du gouverneur militaire de Paris

Source photo : Ministère des Armées

[Vidéo : La guerre au Moyen Orient](#)

Category: 2000-2020,Actualités,Alain Juillet,Amérique du Nord,Asie Centrale,Europe de l'Est,Géopolitique,Maghreb - Moyen Orient
7 avril 2026



**Décryptage d'Alain Juillet,
Ancien directeur du renseignement de la DGSE**

Nous vous proposons aujourd'hui une émission spéciale où Alain Juillet et Claude Medori décryptent le conflit entre l'Iran d'une part et les États-Unis et Israël d'autre part. Quelles sont les incidences géopolitiques et géostratégiques de cette guerre? Que peut faire la Chine et la Russie pour soutenir leur allié iranien ? Comme se positionne l'Europe? Nous vous offrons une grille de lecture prospective sur ce conflit.

Date de mise en ligne : 06/03/2026

Durée : 00:42:42

Compte YouTube : [Open Box TV](#)